



## Déclaration liminaire FSU 24 CDEN du 4 septembre 2024

Monsieur le Préfet,  
Monsieur le vice-président du CD,  
Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Mesdames et messieurs,

Bonjour,

On passera rapidement sur la séquence scandaleuse provoquée et orchestrée par le président Macron, président bafouant la démocratie, enfermé dans sa tour d'ivoire, insupportable posture... Sa politique et celle de ses alliés ont conduit notre pays dans le mur et l'enfoncé dans une crise sociale gravissime. Il est le principal responsable de la montée de l'extrême droite, extrême avec laquelle il se serait bien accommodé de gouverner...

Nous sortons d'une séquence olympique qui a permis de couper un peu avec le triste spectacle offert par une grande partie de la classe politique, les jeux paralympiques permettant aussi de profiter encore du spectacle. Alors que les exploits de ces milliers de sportifs olympiques et paralympiques, à l'échelle planétaire, sont vantés, à juste titre, notamment par le locataire de l'Élysée, plus de 1000 enfants en situation de handicap seront dans l'impossibilité de faire leur rentrée scolaire en France et des milliers d'autres n'auront qu'un accompagnement à minima. Quel paradoxe scandaleux ! Quel abandon de l'État !

En cette rentrée, pour la scolarisation de ces enfants, dans notre département, on assiste à du bidouillage, du bricolage avec un petit bout d'heure par ci, quelques miettes par là, avec des structures nommées PIAL totalement inopérantes et bien éloignées des besoins des enfants et des personnels. N'oublions pas non plus derrière cela l'exploitation des personnels AESH, précarisés, ballotés, déclassés.... Notre département ne fait pas exception à la règle. Qui, ici, accepterait de travailler pour quelques 800 € par mois pour un travail aussi compliqué ? Qui, ici, pour un tel salaire de misère, accepterait de voir son emploi du temps modifié sans discussion, sa quotité horaire bougée, parfois à la baisse (avec salaire en moins), son affectation à la merci des besoins, sans dédommagement pour les déplacements ? L'éducation nationale est un mauvais employeur, coupable d'exploitation d'une partie de son personnel. Nous appelons cela tout simplement du mépris. Il est urgent d'opérer une politique de rupture.

L'éducation nationale malmène et maltraite ses agents, depuis trop longtemps, que ce soit frontalement ou de manière insidieuse : injonctions et autoritarisme, verticalité, succession de politiques et de mesures néfastes à la fois pour les personnels et pour les élèves par le pacte, le choc des savoirs, les groupes de niveaux, la formation initiale et continue indigentes et indignes de ce nom, la restriction de la liberté pédagogique, les évaluations nationales standardisées. Pour celles-ci la FSU-SNUipp appelle au boycott et à une journée d'action le mardi 10 septembre prochain. Évaluations dont

on sait qu'elles servent non seulement au classement des écoles mais aussi au tri social des élèves. Inopérantes, stressantes pour les élèves comme pour les enseignants, nous demandons leur abandon.

Le futur ex ministre, ou nouveau député ministre, on ne sait plus bien, G Attal, parlait du choc d'attractivité pour le métier d'enseignant. Mais quel mépris, quelle ironie ! Mis à part quelques clopinettes, il nous a vendu du vent, le peu de temps qu'il est resté, après M NDyaye et surtout après le malaise Blanquer. Connaissez-vous beaucoup de métier où la médecine de prévention est quasi inexistante ? Connaissez-vous un métier avec un très fort contact humain, avec des enfants notamment, durant lequel vous passez toute une carrière sans une seule visite médicale de contrôle ? Ce métier, c'est enseignant ! Alors, oui, avec ou sans gouvernement, nous faisons la rentrée avec difficulté bien souvent, avec les moyens du bord, mais aussi avec passion, car l'immense majorité des personnels ont le sens du service public chevillé au corps.

A la FSU, nous n'attendons plus de discours, nous exigeons des actes, des actes de rupture avec les politiques passées. Alors qu'ils sont un levier essentiel pour la réussite scolaire, nos effectifs d'élèves par classe restent désespérément supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Il est urgent d'en finir avec les fermetures de classe et les suppressions de postes. Plutôt que de servir un objectif d'économie budgétaire, la baisse démographique doit bénéficier à l'école et aux élèves, pour atteindre des effectifs comparables à la moyenne européenne. Climat de la classe, attention portée aux élèves en difficulté, meilleure gestion des situations de conflit, inclusion facilitée des élèves en situation de handicap... autant d'arguments qui permettent d'attester que d'avoir 20 élèves maximum dans une classe est la clé de voûte de la transformation de l'école. Dans cet objectif, nous exhortons le Parlement à voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour les effectifs et un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classe l'année prochaine.

Mais la meilleure politique éducative ne pourra fonctionner sans que soit pris à bras-le-corps le problème majeur du manque d'attractivité du métier de professeur des écoles. Si les causes en sont multifactorielles, la question des salaires et du pouvoir d'achat reste essentielle. Malgré des augmentations obtenues en 2023, l'absence de mesures de rattrapage, de perspectives de carrière et de revalorisation vient renforcer le déclassement salarial, et donc l'image de la profession.

Vitale pour la République, l'école publique mérite mieux. La France doit réaffirmer collectivement son engagement pour une école émancipatrice, fidèle aux principes républicains et ambitieuse pour tous les élèves. L'école a toujours fait front pour la République. Il est temps que la République et ses élus fassent front pour l'école.